

Note du service statistique des Communautés européennes sur l'attitude de la presse soviétique à l'encontre de la CEE (Bruxelles, 30 avril 1959)

Légende: Le 30 avril 1959, le service statistique des Communautés européennes rédige une note qui détaille les commentaires critiques de la presse soviétique à l'encontre de la Communauté économique européenne.

Source: Archives historiques de l'Union européenne, Florence, Villa Il Poggiolo. Fonds des institutions communautaires européennes, EC. Commission européenne-Haute Autorité CECA, CEAB. Relations entre la Haute Autorité de la CECA et l'URSS: contrats avec la CECA (volume1), CEAB 5 309/1 (1954-1963).

Copyright: Tous droits réservés

Avertissement: Ce document a fait l'objet d'une reconnaissance optique de caractères (OCR - Optical Character Recognition) permettant d'effectuer des recherches plein texte et des copier-coller. Cependant, le résultat de l'OCR peut varier en fonction de la qualité du document original.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/note_du_service_statistique_des_communautes_europeennes_sur_l_attitude_de_la_presse_sovietique_a_l_encontre_de_la_cee_bruelles_30_avril_1959-fr-cc119909-7b8b-44d6-bcbo-3491f989ebe7.html



Date de dernière mise à jour: 15/03/2017

0069

SERVICE STATISTIQUE DES
COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

2032/59-F
Orig. D

Bruxelles, le 30 avril 1959

JUGEMENT DE LA PRESSE SOVIÉTIQUE SUR LA CEE

Divers commentaires sur la CEE ont paru dans les journaux et revues soviétiques au cours des premiers mois de cette année. Il faut signaler notamment les articles parus les 7 janvier et 26 mars dans la Pravda ("Aggravation des antagonismes économiques en Europe occidentale" et "La France fait-elle réellement cause commune avec Bonn ?"), l'étude sur l'"Aggravation des dissensions en matière de politique des devises en Europe occidentale", parue dans le n° 2 de la revue "Finances de l'U.R.S.S." (Finansy SSSR), ainsi que l'analyse relative à "L'aggravation des antagonismes économiques en Europe occidentale", et l'article intitulé "Qu'y a-t-il derrière le slogan de la réconciliation franco-allemande ?" parus dans le n° 3 de la revue Mirovaja Ekonomika i mezdunarodnye otnosenija. Ainsi qu'il ressort des seuls titres des publications précitées, les experts russes partent de la thèse que l'intégration économique de l'Europe occidentale ne permet pas de mettre fin à la "crise générale du système capitaliste" et que toute tentative de solution, non seulement ne supprime pas les antagonismes existants, mais en provoque de nouveaux. Dans le détail, cette argumentation se concentre sur les points suivants :

Selon les auteurs russes, la conclusion du Traité de Rome, dont le contenu est exposé de manière détaillée et très documentée, est due au désir des groupes monopolistiques des pays de la CEE de renforcer leur position sur les marchés internationaux. De semblables traités n'ont, par leur nature même, qu'un caractère provisoire. Du point de vue idéologique, cette thèse est étayée par une citation de Lénine qui, dans un article paru il y a quarante ans et intitulé "A propos du slogan: Les Etats-Unis d'Europe", a écrit:

2032/59-F

.../...

"La conclusion de traités temporaires est possible entre les capitalistes et leurs gouvernements. En ce sens, la création des Etats-Unis d'Europe est possible, elle aussi, en tant que convention entre capitalistes européens... Une convention visant à quoi ? Uniquement à étouffer le socialisme en Europe et à conserver les colonies exploitées". La création de la "Petite Europe", elle aussi, vise avant tout à réfréner la lutte de la population ouvrière pour ses droits et le mouvement général de libération dans les colonies.

On pourrait croire à première vue que la CEE s'oppose aux intérêts des monopoles américains, qui voient surgir en face d'eux un nouveau et puissant concurrent. Toutefois, les monopolistes américains espèrent étendre à la longue leur influence au sein du marché commun et en particulier dans les colonies françaises, riches en matières premières. C'est pourquoi ils approuvent en général la création du marché commun. Quant aux milieux gouvernementaux des Etats-Unis, s'ils soutiennent la CEE, c'est pour d'autres raisons: ils pensent que l'intégration économique renforce les bases matérielles du bloc agressif et impérialiste que constitue l'OTAN.

La CEE est loin d'être une construction homogène. Il existe des divergences pratiquement insurmontables entre les intérêts des divers gouvernements et groupes monopolistiques. En apparence, tous les Etats membres ont, certes, les mêmes droits et les mêmes devoirs. Toutefois, cette organisation joue surtout au bénéfice des monopoles allemands, qui comptent, grâce au marché commun, parvenir à l'hégémonie économique en Europe. De ce point de vue, la coopération étroite entre la France et la République fédérale d'Allemagne paraît particulièrement incompréhensible; cependant, elle peut s'expliquer par la constellation politique actuelle en Europe occidentale: le gouvernement de la République fédérale d'Allemagne s'est engagé à appuyer les réserves françaises au sujet de la zone de libre échange et s'est assuré en contrepartie l'appui français en ce qui

concerne la question du statut de Berlin et de la consolidation des positions-clefs de l'Allemagne au sein de l'OTAN. La conséquence de cette entente, c'est que les monopoles de l'Allemagne occidentale étendent leurs antennes vers le Sahara et les autres possessions françaises en Afrique, ce qui inquiète profondément les mieux d'affaires, non seulement en France, mais également en Angleterre. La France ne devrait pas oublier non plus que l'élimination des obstacles aux échanges signifie automatiquement le renforcement de la position du pays dont les produits sont les plus compétitifs. Ce pays, c'est actuellement la République fédérale d'Allemagne, et non pas la France. En outre, la République fédérale est, contrairement à la France, favorisée par l'instauration de la convertibilité partielle et par la dissolution de l'U.E.P. et, tôt ou tard, la France sera finalement éclipsée par l'Allemagne occidentale sur le plan militaire également. Eu égard à toutes ces raisons d'antagonisme, il est difficile de croire à la stabilité de l'actuelle alliance franco-allemande, car Bonn ne songe pas à la réconciliation, mais bien à l'expansion et à la revanche.

Le rejet de la zone de libre-échange par le Gouvernement français (et allemand) a profondément mécontenté l'Angleterre. Les auteurs russes décrivent dans tous les détails le déroulement des négociations et soulignent surtout la possibilité d'un conflit commercial et d'une scission de l'Europe occidentale. A leur avis, la Communauté des Six n'a donc pas éliminé les dissensions, mais elle les a aggravées et a, en particulier, porté un coup sérieux à l'unité atlantique.

Les mesures monétaires et financières prises par la France sont examinées de façon approfondie. On ne conteste pas que la dévaluation présente des avantages temporaires pour les exportateurs français, mais on observe toutefois, à diverses reprises, qu'une dévaluation a également pour effet un renchérissement des importations, et qu'en définitive elle entraînera une hausse générale des prix, hausse dont les répercussions affecteront surtout

les travailleurs. Cette évolution pourrait bien anéantir à bref délai les avantages de la dévaluation, ce qui amènerait une nouvelle détérioration de la situation en matière de devises. Selon les mêmes sources, le couplage des mesures monétaires avec des mesures financières restera sans effet aussi longtemps que les dépenses militaires très élevées qu'entraîne la "guerre infâme d'Algérie" empêchent de réduire le déficit budgétaire. La suppression de nombreuses subventions et l'augmentation de certains impôts agissent, elles aussi, surtout au détriment des travailleurs, étant donné que l'échelle mobile des salaires a simultanément été abolie. De l'ensemble de ces faits, il est conclu que la stabilisation de l'économie française reste illusoire.

Une assez longue étude est consacrée à l'instauration de la convertibilité extérieure dans la plupart des États membres de l'OECE, et aux raisons qui l'ont amenée. Retenons-en les thèses suivantes: l'Angleterre a essayé de faire croire que le rétablissement de la convertibilité extérieure représentait une mesure préparée de longue date, mais cela ne correspond pas aux faits. En réalité, le rétablissement de la convertibilité est manifestement lié à l'entrée en vigueur du Traité de Rome ainsi qu'à l'échec des négociations relatives à la création d'une zone de libre-échange. Le rejet du projet de zone de libre-échange a en général été considéré comme l'une des plus grandes défaites de la diplomatie anglaise, et si la Grande-Bretagne n'avait pas pris des contre-mesures quelconques, son prestige aurait souffert davantage encore. En outre, la mesure prise par l'Angleterre a sans doute été inspirée dans une large mesure par les considérations ci-après: l'instauration de la convertibilité signifiait la destruction de l'U.E.P. et faisait ainsi tort à la France, l'adversaire le plus tenace de l'Angleterre; d'autre part, l'échec diplomatique de l'Angleterre avait également exercé une influence défavorable sur la position internationale de la livre

sterling, la convertibilité était le seul moyen permettant de rétablir la confiance ébranlée; et enfin, la Grande-Bretagne était soumise, à propos de la convertibilité, à une pression incessante de la part du Gouvernement américain. Le rétablissement de la convertibilité a été favorisé par diverses circonstances qui n'existent plus à l'heure actuelle. A la longue, la convertibilité de la livre sterling ne pourra être maintenue qu'à la condition que la stabilité du commerce international reste assurée, que la zone sterling dispose de réserves suffisantes en or et dollars, et qu'il soit possible d'empêcher l'inflation. Eu égard aux dissensions qui se sont manifestées au sujet de l'intégration économique de l'Europe occidentale, il ne peut toutefois être question d'une stabilité du commerce international. Il n'est guère possible d'accroître les réserves, étant donné que la baisse des prix à l'importation marque le pas, que les exportations anglaises ont tendance à diminuer, que les taux d'intérêt se rapprochent du niveau atteint sur les autres marchés internationaux, que les besoins en devises des régions sous-développées de la zone sterling ne font que croître, et enfin que l'amortissement des dettes contractées auprès du F.M.I. et de l'U.E.P. absorbent des sommes considérables. D'autre part, la lutte contre l'inflation n'a pas, jusqu'à présent, été couronnée de succès, ce qui n'a rien d'étonnant; étant donné le déficit budgétaire chronique dû aux dépenses militaires élevées, aux dettes de l'Etat et aux subventions accordées à des monopoles.

Les auteurs soviétiques tirent du tableau des efforts d'intégration que nous venons de dépeindre, la conclusion que les Etats d'Europe occidentale ne sont pas en mesure de se soustraire aux contradictions économiques dans lesquelles ils se débattent. Ils soulignent, d'autre part, que le Gouvernement soviétique a proposé à diverses reprises une coopération économique englobant l'Europe entière sans aucune discrimination, sur la base de l'égalité et de la réciprocité dans les avantages conférés. Cette politique aurait pour objet la création d'une association économique de toute l'Europe. Le plan actuel du Gouvernement soviétique visant à la création d'une association économique dans le cadre de l'ECE est un maillon dans la chaîne de ces propositions.